



Marathon JOB-EUROPA

5, rue Auguste Renoir - 44000 NANTES (domiciliation)

Courriel : marathonpourlemploi@gmail.com

Téléphone : 05 46 59 27 67

Sites : www.mte-job.org ... www.marathon-job.fr

www.cagnottesolidaire-job.org

www.economiesolidaire-job.org

Monsieur Eric WOERTH

Ministre du Budget et des Comptes publics

Réf. 08.12.24 -GD/MJE 1225. Emploi / EW 1

139, rue de Bercy - 5^{ème} étage

75 572 - PARIS cedex 12

Tél. 01 40 04 04 04

Haute urgence / 9 mai 2009

Réactivité indispensable

vincent.talvas@cabinets.finances.gouv.fr

Objet : **Déclarer la guerre à la pauvreté et rechercher le travail perdu avec l'Etat, la Société civile et un Marathon pour l'emploi solidaire**

A l'égale attention de Messieurs **Nicolas SARKOZY**, Président de la République ... **François FILLON**, Premier Ministre ... **Henri GUAINO**, Conseiller spécial ... **Cédric GOUBET**, Chef de Cabinet de Monsieur Sarkozy et les Conseillers concernés ... **Martin HIRSCH**, Haut-Commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté ... **Bruno LE MAIRE**, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes ... **Hervé MORIN**, Ministre de la Défense ... **Franck ROBINE**, Chef de Cabinet de Monsieur Fillon et les Conseillers concernés ... **Colonel Benoît ROYAL**, Commandant du SIRPA de l'armée de terre ... **Vincent TALVAS**, Chef de Cabinet de Monsieur Woerth ... **Laurent WAUQUIEZ**, Secrétaire d'Etat à l'emploi ... **Eric WOERTH**, Ministre du Budget et des comptes publics ... **et aux autres opérateurs et acteurs concernés.**

Messieurs les Généraux **de LARDEMELLE**, Commandant les écoles de St-Cyr - Coëtquidan ... **MICHEL**, Commandant Polytechnique,

«Examine si ce que tu promets est juste et possible,
car la promesse est une dette ». Confucius

Nantes - Saint-Jean d'Angély, ce mercredi 24 décembre 2008

Jour de Noël et de l'enfant-roi ... du devoir d'héritage ?

Monsieur le Ministre,

1. En son temps, le Général de Gaulle, s'exclamait réprobateur : « **la politique ne se fait pas à la corbeille** » ! Edith Cresson, Première Ministre, récriminait quelques années plus tard « **la Bourse, j'en ai rien à cirer** » ! Pourquoi l'Histoire n'at-elle pas eu la sagesse de les « entendre » ?

Sinon, bien au-delà de quelques chiffres ou de quelques piécettes (qui n'auront plus cours dans un siècle au deux), en serions-nous arrivé à ce pur désastre humain ... et encore, pour **voir et vivre** le dit-désastre, ce n'est ni de micros, ni de calelottes qu'il s'agit, mais de « bonnes lunettes » et de savoir s'y immerger avec courage.

2. « **67 000 chômeurs de plus** le mois dernier (pour aboutir à un total globalement faux et minoré) ... **1285 milliards de dette publique, en hausse continue aussi ... 79 milliards de plus le mois dernier** (66 % de notre PIB !)

Les 2 / 3 de la production française pendant une année ... ça émeut réellement qui ?

La balance de notre commerce extérieur également sans cesse plombée avec une croissance en berne pour longtemps, etc ... tous les clignotants passent du rouge au noir **et le pire reste « à venir ».**

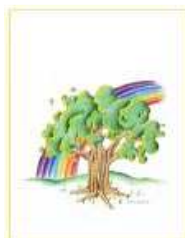
Il ne fait pas bon être Ministre du budget en ce moment.

D'accord, provoqué en Amérique, « le ciel nous est tombé sur la tête », mais c'était quand même programmé !

A quoi sert-il de recapitaliser les banques, si les dirigeants fautifs restent en place et si « elles ne jouent pas le jeu de la redistribution » (les exemples foisonnent, avec leurs lots de suicides, leurs milliers de Dépôts de bilans et de drames (1).

Que deviennent tous ces perdants ? ... les noms et les adresses pour les joindre et « les relancer » au lieu de les « laisser tomber » ?

3. Comme beaucoup, partout, nous faisons partie de ces citoyens-acteurs d'autrement qui nous sommes préparés à cette « **tourmente économique et sociale** » et qui suggérons à l'Etat un **Plan C** (comme Société civile) **permettant à la la-dite Société civile de « monter au créneau » pour réagir d'autres manières.**



Gabriel DELICOURT

Mission - médiation

4, allée de Fontorbe

17400 - SAINT-JEAN D'ANGELY

Tél. 05 46 59 27 67 ... 06 74 84 59 54

E-mail : gabriel.delicourt@orange.fr

Site Internet : <http://accoucheurdeprojets.over-blog.com>

4. Car c'est « l'offre de travail » qui nous échappe et avec elle, une partie de vos maux budgétaires (redistribution de TVA et des charges sociales en baisse vertigineuse).

Modestement, avec ce « Marathon pour l'emploi solidaire », nous proposons bel et bien « une offre de travail » préconisant au passage « une République des Projets » (2) ... projets eux-mêmes alimentés pour les réaliser, par une « dynamique du don » (3) avec les citoyens eux-mêmes, par l'intermédiaire de « dynamiques territoriales ».

Collecter des dons « grand public » pour financer des emplois de proximité ... n'est-ce pas une aubaine à saisir pour un ministre du budget et des comptes publics ?

En fait, c'est loin d'être aussi simple, d'autant qu'un mot sépare les extrêmes : « confiance » !

5. Vous voudrez bien prendre connaissance des courriers que nous adressons conjointement à Messieurs Sarkozy et Fillon, avec une proposition de « feuille de route »

Vous approprierez aussi ceux adressés à Messieurs Devedjian, Hirsch, Le Maire, Morin, Sabeg, Wauquiez, au Colonel Royal et aux Généraux de Lardemelle et Michel (sur notre site, à la rubrique « Coopérations 2 ? ») ... les autres aussi, aux ministres et Secrétaires d'Etat estimés concernés par ce « projet accoucheur de projets », mais bon.

Avant même la création de la SCIC de portage (qui sera réalisée APRES la réunion demandée au Président Sarkozy, suivant la « feuille de route » proposée), **nous vous sollicitons 250 000 € d'avance remboursable**, par la Caisse des Dépôts et Consignation ou le Trésor public, au titre du démarrage (150 000 pour financer l'édition nantaise du 9 mai 2009, sa préparation et sa réalisation ... 50 000 € X 2 pour amorcer celles de Rennes et de Nantes).

Remboursable et avec un retour sur investissement, certainement (4).

Eu égard le contexte traversé et la problématique complexe de fond abordée avec ce Marathon pour l'emploi, et la collaboration à initier et à promouvoir entre la Société civile et l'Etat (5), nous sommes convaincus de faire participer et d'intéresser au financement « les Petites, les Moyennes et les Grandes entreprises » (avec l'entregent de Messieurs Novelli et Chatel, l'APCE, les CRES et plus), ainsi que les citoyens eux-mêmes (c'est bien l'objet du projet).

Comptant sur vous et à vous rencontrer avec Messieurs Sarkozy et Wauquiez pour en discuter,

Recevez, Monsieur le Ministre, nos sentiments les meilleurs et solidaires.

Gabriel DELICOURT

Chef de projet du Marathon pour l'emploi

1a. Un exemple parmi des montagnes d'autres, au plus proche du signataire ... mon fils aîné élève 900 brebis sur 200 hectares dans le montmorillonais (86). Du fait de l'effondrement des cours et de la grave crise qui enfonce des milliers d'éleveurs depuis quelques années, il n'arrive plus à rembourser ses emprunts ... que lui propose le Crédit agricole en le poussant dans la spirale du surendettement : **un nouveau prêt de 80 000 € sur 15 ans à 7 %** !!! oui, vous lisez bien 7 %, alors qu'il travaille 70 heures / semaine avec un salaire largement en dessous du SMIC.

Acculé et faute d'autrement avec ses 3 enfants, il vient de signer avec une double hypothèque sur sa maison (qu'il va perdre assurément) ... le même Crédit agricole qui vient de plomber ses comptes de 5 milliards d'€uros en jouant au Casino.

Mon fils n'est qu'un exemple concret ... Michel Barnier sait bien qu'ils sont des centaines et plus, en situation partagée.

1b. A titre personnel, « l'expérience bat son plein », rien n'est épargné par les banques aux « sans argent ».

Pendant que la Société Générale perd ses milliards en cascades d'irresponsabilités, les chèques me sont refusés pour 20 € de découvert avec l'IB pour sanction ... les prélèvements tout autant rejetés pour des brouilles avec 25 € de frais chacun, (compris même un virement permanent de 10 € vers un compte de Cagnotte Solidarité Emploi, donc 10 € de « générosité » à une CSE rapporte 25 € à une banque « sans foi ni loi ») ... **jusqu'au tiers de mon RMI**, indûment sequestré et volés certains mois !

Etc, etc, tant et plus, « le vivre et le dire » ... sans aller loin pour se faire plaisir avec les instituts de sondages bidonnés.

A combien d'interdits bancaires en sommes-nous en France, souvent pour des sommes ridicules qui enrichissent abusivement les banques ? ... 4 millions ? ... 5 millions ? ... combien de ménages surendettés qui ne s'en sortent plus ? etc Le même Président de la SG qui « amasse » de manière éhontée avec « ses stocks options » et qui refuse de démissionner malgré les incroyables frasques de sa banque ... la même que l'Etat recapitalise pour « sauver les petits épargnants » !

De votre place, très loin des considérations subalternes de « la France dite-du bas », comment pouvez-vous comprendre les difficultés des pauvres, des nouveaux pauvres et, bientôt, des futurs pauvres, multipliées par 5 ou par 10 ? ... compris les aléas de toutes celles et ceux qui subissent le joug de la précarité au quotidien ... la honte souvent, devant leurs enfants. Il s'agit bien de 7, 8 ou 9 millions de nos concitoyens, pas de quelques milliers de « pleurnicheurs ».

Pendant la crise, le travail des contentieux et des huissiers continuent, n'entendez-vous pas cette révolte qui gronde ?

Que proposons-nous : **le RSA ? 100 000 emplois potentiels** dit Martin Hirsch. ... mais c'est l'offre de travail qui fait défaut.

Des formations, pour où et pour quand ? ... pour « gagner du temps » et sécuriser les formateurs d'un juteux business ?

Nous préconisons un Marathon pour l'emploi, au cœur de ces réalités et de ces territoires-là, dans ces banlieues ou dans ces ruralités désertifiées avec leurs « vivants » ou leurs « survivants », où il convient d'oser aller « sans en rajouter » !

1c. Les mêmes qui, en lui « coupant les vivres », viennent de contribuer au redressement judiciaire et à l'annulation des contrats des « chantiers navals Gamelin », à la Rochelle, au suicide du patron dans son entreprise même, et au licenciement de ses 120 salariés ... mais qui évoque les entreprises de 3, 5, 10 ou 20 salariés qui partent rejoindre le flot ? Des dizaines de milliers subissent ou vont subir ce « mauvais sort », vous le savez bien.

Quid des perdants ? ... qui va à leur rencontre ?

Qui aussi, dans le même meilleur esprit que celui de la Caisse d'Épargne, châtie les Présidents du Crédit Agricole et de la Société Générale, co-coupables de cette spéculation planétaire ayant contribué à jeter l'économie réelle dans une telle impasse, les budgets des États dans de tels devenirs hasardeux et « les populations peinant » dans de tels borborygmes ?

2. Depuis le temps, pourquoi un Secrétariat d'État « aux Projets » ou un Commissariat idoines n'existe-t-il pas ?

Pourquoi les projets polyvalents qui remontent de toutes parts ne sont-ils pas canalisés et mutualisés dans des banques de données spécifiques ? ... certes, ils le sont probablement « quelque part », mais au profit de qui ? des archivistes ?

Comment « un autisme institutionnels diffus », peut-il à ce point décourager les initiatives « qui sortent du cadre » ?

Pourquoi marginalise-t-on à ce point les porteurs de projets et leurs projets « hors normes » ? ... pour les récupérer dans les programmations politiques qui se chassent les uns après les autres au gré des opportunités partisans, puis « plus rien » ?

Blanchiment ou cannibalisme de projets ? ... quid encore des « laisser pour comptes » au bord du chemin ?

Qui développe « concrètement » un projet, en assumant « tous les risques » pour lui et pour sa famille ? ... l'administration, l'institution, la Collectivité ou le porteur de projet lui-même ? ... drôle de « relation d'aide » à revoir sérieusement (6).

Qui a peur et se méfie de qui ? ... ce système qui change les règles du jeu à sa guise et refuse désespérément de se réformer, s'autodétruit par « incapacité de savoir se remettre en cause ». On attend « le boulet » tout en traînant les autres ! Quel malheur pour les « non-privilegiés » qui souhaitent s'investir ... c'est totalement dissuasif ... un statut pour les PP ?

3. Vous prendrez connaissance de la note jointe, concernant la médiatisation outrancière et unilatérale du Téléthon avec les graves conséquences de financement (par argent de la charité abusivement détourné), posés aux associations et aux laboratoires de recherches oeuvrant également sur d'aussi justes causes et pénalisés.

4. Au regard et sous des prétextes divers, tant pour se prémunir de l'Opinion publique et satisfaire le moindre journaliste ou attaché de presse efficient et en mal de « faire valoir », n'aboutissons-nous pas à une spirale de dérapages financiers excessifs et coûteux ? ... les exemples abondent, soit 3 parmi des tas d'autres :

- ❑ Madame Bachelot qui promet de prendre en charge les frais de transport de toute une famille pour aller enterrer en Tunisie un enfant victime d'une erreur hospitalière ! ... et les autres ?
- ❑ Madame Alliot-Marie qui mobilise des centaines, des milliers ou des dizaine de milliers de policiers à tous moments pour satisfaire « la cause sécuritaire » ... que dit la Cour des comptes ?
Le problème n'implique-t-il d'abord pas qu'on mobilise les citoyens autour de la vraie cause sécuritaire qu'est le « non emploi » ou le « mal emploi », objet même de la « **Croisade pour l'emploi** » que nous proposons.
- ❑ Monsieur Morin qui « offre le déplacement et le séjour » en Afghanistan à toutes les familles des 10 soldats malheureusement tombés dans une embuscade, pour aller se recueillir et faire leur deuil sur les lieux mêmes.
La France aurait-elle osé en 14-18 ou en 39-40, en Indochine ou en Algérie ? ... où va-t-on ? etc.

Quoi et combien, sortant des sentiers battus et archi-débattus, pour **les 8 millions de pauvres**, normés INSEE ?

5. Nous « **déclarons la Guerre à la pauvreté** » pour un coût dérisoire à l'échelle « des dizaines ou des centaines de milliards de substituts sociaux » (qu'avec les retraites, notre pays ne pourra bientôt plus régler).

Pour mobiliser les dits-citoyens et « les agents des services publics » eux-mêmes confrontés à l'insatisfaction, et pour devoir affronter les mutations qui nous tuent avec les volontarismes en deshérence, nous sollicitons de l'Armée, de ses Grandes écoles et de ses Centres de recherches, les moyens de ces ambitions-là autour d'un partenariat « Etat – Nation » (Cf. le courrier à Hervé Morin).

Ces moyens en hommes et en matériels existent déjà ... nous évaluerons et nous réajusterons ensuite ensemble les lignes budgétaires ... (parce que nous ne supportons plus ces centaines d'heures inutilement gâchées pour répondre à des Appels d'Offres de plus en plus sophistiqués et à des interlocuteurs publics « mal-voyants et mal-entendants »).

Pour ces 250 000 € d'avance remboursable, **nous demandons l'arbitrage politique du Président Nicolas Sarkozy, chef de armées, et du 1^{er} Ministre François Fillon, Chef du Gouvernement, pour en décider.**

Cette somme sera versée dès que possible sur un compte du Trésor public et, en attendant février –mars (que soit créé le support de portage juridique, associatif ou coopératif), elle sera gérée avec une double signature, responsables ... **sinon, pour le 9 mai 2009, « c'est cuit ».**

Nous en reparlons dès que possible avec « un décideur authentique » ... le tout groupé.

6. Au bénéfice « d'apprendre à aider », nous souhaitons qu'une Association ASTREE s'installe dans chaque Métropole.